

IRAK

Au moins 18 morts dans des attentats suicide à Baghdad

Au moins 18 personnes ont été tuées hier dans deux attaques suicide distinctes sur des marchés de la capitale irakienne Baghdad, alors que le groupe terroriste Daesh est sur la défensive à Mossoul, dans le nord du pays.

La première attaque, revendiquée par Daesh, a visé le marché de Jamila, situé à Sadr City, un vaste quartier habité essentiellement par des musulmans chiites que le groupe terroriste prend fréquemment pour cible.

«Un soldat en garde à l'entrée du marché a ouvert le feu sur une voiture suspecte après en avoir été alerté mais le kamikaze a fait exploser le véhicule», a expliqué à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Saad Maan.

12 personnes ont été tuées et 39 blessées dans l'attentat, selon un bilan fourni à l'AFP par des sources hospitalières.

Il a été revendiqué par Daesh, qui a précisé dans un communiqué que le kamikaze était un Irakien ayant pris pour cible des chiites, jugés hérétiques par le groupe ultra radical wahhabite.

Un hôpital de Sadr City a indiqué dans un communiqué que le corps du kamikaze avait été conduit à la morgue et qu'une charge explosive qui se trouvait sur lui avait explosé lorsqu'un employé cherchait des papiers d'identité sur la dépouille.

Selon le communiqué, la déflagration n'a pas fait de victimes

mais une photo envoyée par un responsable de l'hôpital montre qu'elle a soufflé la porte de la morgue.

Un colonel de la police a confirmé que le corps d'une personne

pris sur les lieux de l'attaque avait explosé plus tard à la morgue.

Dans la même journée, un autre kamikaze s'est fait exploser sur un marché dans le quartier Baladiyat dans l'est de la capitale, faisant au moins 6 morts et 16 blessés, ont indiqué des responsables.

Mais cette dernière attaque n'a pour l'heure pas été revendiquée.

Après une période de calme

relatif, la capitale irakienne fait face à une recrudescence d'attentats de Daesh depuis le lancement, le 17 octobre, de l'offensive pour reconquérir Mossoul, la deuxième ville du pays et plus grand bastion du groupe extrémiste. Le dernier attentat d'envergure a été commis le 2 janvier, également à Sadr City, le jour où le Président français François Hollande effectuait une

visite à Baghdad. A Mossoul, les forces irakiennes se rapprochent du fleuve Tigre, qui traverse le centre de la ville, a indiqué samedi le porte-parole des forces d'élite du contre-terrorisme (CTS).

Mais il leur reste à conquérir l'ouest de la cité, de l'autre côté du fleuve, plus densément peuplé et qui reste totalement aux mains des terroristes.

SELON UN QUOTIDIEN SUISSE

La Cour européenne a «bouleversé» les plans marocains

Le verdict de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) rejetant l'implication du territoire sahraoui dans les relations commerciales entre l'UE et Rabat a «bouleversé les plans marocains» signifiant clairement que «le Sahara occidental n'est pas le Maroc», a analysé le quotidien suisse Le Courrier.

En plus d'être une victoire pour les Sahraouis, qui luttent, guidés par le Front Polisario, depuis plus de 40 ans pour leur autodétermination, la décision de la Cour vient, a souligné le journal, «bouleverser les plans marocains d'intégration du territoire (sahraoui) à travers une normalisation de son économie». Il relève, dans son éditorial du vendre-

di, que le verdict de la Cour européenne «vient clairement signifier que le Sahara occidental n'est pas le Maroc» et ses territoires ne peuvent donc «être inclus dans un accord commercial entre Bruxelles et Rabat». Le 21 décembre dernier, la CJUE a décidé en dernière instance que ni l'accord d'association entre Rabat et l'UE entré en vigueur en 2000, ni celui de libre-échange de 2012 ne pouvaient s'appliquer au Sahara occidental, celui-ci ne pouvant être considéré comme faisant partie du Maroc. De fait, les entreprises qui produisent dans le Sahara occidental occupé ne peuvent plus bénéficier des avantages inclus dans ces accords de partenariat. Ni même recevoir l'appellation «made in Maroc» en Europe. Le Front Polisario, mouvement de libération nationale du Sahara occidental, a favorablement accueilli cette décision et réalisé une véritable victoire quatre ans après avoir intro-

duit un recours contre la décision prise par le Conseil de l'UE de conclure un accord de libre-échange avec le Maroc car il s'appliquait également au Sahara occidental, un territoire inscrit depuis 1963 sur la liste des Nations-Unies des territoires «non autonomes» à décoloniser, en outre, a noté le journal suisse. «C'est une victoire capitale, car l'arrêt souligne que le Maroc et le Sahara occidental sont des territoires distincts», a également indiqué le quotidien, citant un communiqué du Front Polisario. Mais, pour *Le Courrier*, il s'agit désormais «de savoir si Bruxelles appliquera pleinement la décision de sa Cour».

«L'Union européenne doit veiller à ce que les produits du Sahara occidental ne soient plus importés en Europe», avait déclaré Jalienna Mohamed, coordinateur de la Campagne sahraouie contre le pillage (SCAP), cité par le quotidien.

Les non-guerres d'Obama

Huit ans déjà, Barack Obama était sous les feux de tous les projecteurs de la planète. Un Noir à la Maison Blanche ! Une nouvelle Amérique était née, comme les espérances. Le monde était en liesse, particulièrement le monde musulman. «Essalamou Alaykoun», ces paroles déclamées en arabe par le 44^e Président des Etats-Unis du minbar d'Al-Azhar promettaient la paix. Le 4 juin 2009, Hussein Mubarak Oussama, plus connu sous le nom d'Obama, prononce le discours du Caire : «Je suis venu ici à la recherche d'un nouveau départ entre les Etats-Unis et les musulmans du monde, un nouveau départ fondé sur l'intérêt partagé et le respect mutuel, un nouveau départ fondé sur cette vérité : l'Amérique et l'Islam ne sont pas antagonistes et n'ont pas besoin d'être en concurrence. Au contraire, ils s'imbriquent et partagent des principes communs – des principes de justice et de progrès, de tolérance et de dignité pour tous les êtres humains.» Cette envolée lyrique se poursuit : «Je suis chrétien, mais mon père est issu d'une famille kényane qui compte des générations de musulmans. Enfant, j'ai passé plusieurs années en Indonésie et entendu l'appel à la prière à l'aube et au crépuscule.» De très belles et émouvantes paroles qui auraient pu être chantées en duo par Mireille Mathieu et Enrico Macias dans un de leur élan de béatitude pour un public acquis. Cette douce et déchirante mélodie finit par convaincre le jury d'Oslo

d'attribuer, quelques mois plus tard, le prix Nobel de la paix à Barack Obama. Alléluia ! L'Occident chrétien vivra en harmonie et en paix avec l'Orient musulman.

Le Président américain a toutes les cartes en main. Il le sait, il hausse le ton avec Israël et demande à Tel-Aviv de mettre fin aux colonisations sauvages. Benyamin Netanyahu, Premier ministre à la tête d'une coalition nationaliste et ultra-orthodoxe, fait la sourde oreille. Le nouveau prix Nobel de la paix baisse très vite les bras. Mais curieusement, ce n'est que sept ans plus tard, à quelques semaines de la fin de son second mandat, qu'Obama, à travers une courageuse abstention, laisse passer une motion onusienne demandant à Israël de mettre un terme à sa politique de colonisation. Netanyahu, encore et toujours Premier ministre, réitérera sa position avec le 45^e Président américain qui entrera en fonction le 20 janvier prochain. Rien ne bougera.

Entre-temps, Barack Obama se laisse enivrer par les relents jasmisés du printemps arabe. Quatre dictateurs déchus plus tard – Ben Ali, Mubarak, Ali Abdallah Saleh et Kadhafi –, Washington est sollicité notamment par la Turquie et l'Arabie Saoudite pour faire tomber le régime alaouite de Damas, auteur d'une inqualifiable répression. A la fin de l'été 2011, Obama prend virilement position sur la question syrienne en suggérant à Bachar Al-Assad de céder sa place, tout simplement. Comme son

homologue israélien auparavant, le maître de Damas fait la sourde oreille. Tayipp Erdogan propose l'envoi de ses troupes en Syrie pour chasser Al-Assad du pouvoir mais à condition que l'Otan, dont la Turquie est un des membres essentiels, lui fournisse une couverture aérienne. Le roi d'Arabie de son côté orchestre des attentats-suicides à Damas et arme à tout-va les soldats syriens déserteurs et autres opposants. Du Qatar et sur les ondes d'Al-Jazeera, le télévangéliste cheikh Al-Qaradawi envisage les conditions du djihad contre les Alaouites, et dès lors est lancé un appel aux routards du djihadisme international. La sainte alliance est en ordre de bataille. Enfin presque. Obama refuse à Erdogan l'indispensable couverture aérienne et exige des Saoudiens de ne fournir que des armes légères aux rebelles. Sur le terrain, le front anti-Assad est loin d'être homogène. L'ASL (Armée syrienne libre) d'un côté, Al-Nosra, appellation non contrôlée d'Al-Qaïda, d'un autre. Sans oublier les Kurdes de Syrie qui demandent depuis 1963 la nationalité syrienne. Les Alaouites sont notamment combattus en même temps par les Kurdes et les Turcs qui sont entre eux de farouches ennemis. Le b.a.-ba de la logique n'existe plus ici : l'ennemi de mon ennemi est mon ennemi. Un front est certes déterminé à abattre Bachar mais un front trop confus au point où le chef d'état-major interarmées américain, le général Dempsey, déclare en 2012

: «C'est une erreur de croire qu'il s'agit d'une deuxième Libye... il est prématuré de prendre une décision d'armer l'opposition et je défie quiconque capable d'identifier actuellement avec clarté l'identité de l'opposition syrienne.» Moins d'un an plus tard, l'Iran et le Hezbollah s'engagent aux côtés d'Al-Assad et renversent la tendance.

Barack Obama recule en dressant une ligne rouge au régime syrien : pas d'utilisation d'armes chimiques. A la fin de l'été 2013, il apparaît que ces armes ont été utilisées par des éléments de l'armée syrienne loyale. Le Président américain encouragé par son homologue français se doit de réagir. Trop, c'est trop ! Obama consulte le Sénat qui refuse de voter en faveur de toute intervention militaire américaine en Syrie. Finalement, pour Washington, ce n'est pas très grave car Moscou propose une solution politique : inspection des armes chimiques et leur neutralisation. Proposition adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU. La voie diplomatique pave le chemin aux Russes pour une intervention militaire directe pour soutenir les Alaouites.

Même devant la menace de Daesh, l'ennemi de mon ennemi reste mon ennemi et l'ami de mon ami n'est pas du tout mon ami. De nouveau au début de 2016, les Etats-Unis refusent la couverture aérienne à l'armée turque pour une intervention en Syrie, sous prétexte qu'Ankara s'en prendra d'abord aux Kurdes et accessoirement aux dji-

Par Naoufel Brahimi El Mili



hadistes. Ces mêmes djihadistes sont combattus à la fois par les Saoudiens qui apprécient peu cette concurrence déloyale et par les Iraniens. Cependant, l'armée saoudienne est embourbée dans un conflit au Yémen où certains des soutiens de Téhéran lui tiennent la dragée haute. C'est compliqué ? Peu importe, aujourd'hui, cette couverture aérienne demandée par Erdogan est fournie par l'aviation russe. L'armée turque, membre clé de l'OTAN, se met en situation de sous-traitance vis-à-vis de Moscou. Joseph Staline en avait rêvé, Barack Obama l'a fait.

Le nom d'Obama est entré toutefois définitivement dans l'histoire des Etats-Unis, plus à Michelle au déhanché célèbre qu'à Barack, dont le pas de «Moonwalking» est devenu lassant.

N. B. E.-M.